

## Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels ?

### Introduction

L'École est une institution qui occupe une place majeure dans notre société, à la fois dans la vie de chacun (le temps passé à l'école au cours de son existence est désormais de [près de 18 ans](#)), dans les débats politiques et sociaux et dans les préoccupations des parents (et de leurs enfants) quant à l'avenir. Les réformes du système scolaire et les réactions qu'elles ne manquent pas de susciter, tant chez les enseignants, les élèves, les étudiants ou les parents, témoignent de l'importance des enjeux qui concernent le **système éducatif**. Le terme de système éducatif désigne l'ensemble des institutions de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur, depuis l'école maternelle, jusqu'à l'Université ou aux grandes écoles. L'École est en particulier au cœur d'un des principes centraux des **sociétés dites « démocratiques »** (c'est-à-dire des sociétés fondées sur une égalité de principe de tous leurs membres et caractérisée par une tendance à la réduction des inégalités de situation et de considération) : l'égalité des chances. Pourtant, depuis les années 1970, les études montrent qu'il existe de nombreuses inégalités de réussite et de parcours entre les enfants, selon leur origine sociale, leur genre ou leur lieu d'habitation : ce constat va donc à l'encontre de ce principe fondamental de l'égalité des chances et de la méritocratie. Après être revenus sur les fonctions de l'École dans une société démocratique, nous verrons comment l'École a connu en France un processus incomplet de démocratisation, puis nous tenterons de comprendre pourquoi l'inégalité des chances persiste dans notre système scolaire.

### **I – Le rôle de l'école dans une société démocratique**

Deux missions principales incombent à l'école : transmettre des savoirs (à la fois des connaissances théoriques, des compétences ou encore des savoir-être) et favoriser l'égalité des chances, donc faire en sorte que cette acquisition de savoirs, et la position socioprofessionnelle à laquelle elle donne droit, récompensent le talent et les efforts individuels de chacun, indépendamment de son origine ou de sa position sociale.

#### **A. L'école a pour mission de transmettre des savoir et d'intégrer les individus**

##### **1) L'école a pour mission de transmettre des normes et des valeurs communes permettant l'intégration sociale**

L'École républicaine, construite au cours de la III<sup>ème</sup> République, en particulier avec les lois de Jules Ferry rendant la scolarité obligatoire, est d'abord celle qui a comme objectif de donner à tous les mêmes valeurs et normes. Cette culture commune s'est transmise de différentes manières :

- L'école a imposé la langue française au détriment des langues régionales de manière systématique ;
- elle a valorisé la science et la raison, et à travers elles, l'idée d'une culture universelle dépassant les particularismes religieux ;
- elle a diffusé tout un ensemble de valeurs patriotiques (les grandes dates de l'histoire de France, les « grands hommes », le drapeau français, la Révolution française, etc.) à travers les enseignements de l'histoire-géographie ou de l'éducation civique par exemple. Ainsi, les enfants, une fois passés par l'école, avaient à la fois une langue, des références culturelles et des racines historiques communes, quelle que soit leur origine sociale, régionale, religieuse ou ethnique. Cela favorisait donc l'intégration sociale dans la société.

Ce rôle de **socialisation** se poursuit aujourd’hui puisque l’école continue de transmettre des normes et valeurs de façon directe et explicite par certains enseignements (par exemple, en EMC, les élèves s’approprient les valeurs démocratiques essentielles telles que la liberté, l’égalité et le refus des discriminations) et de façon plus indirecte et implicite par son fonctionnement même (par exemple, filles et garçons étudient ensemble). En transmettant valeurs et règles de vie en société, l’école permet aux élèves de s’intégrer socialement

## 2) L’école transmet des savoirs

L’école a pour objectif de **transmettre des savoirs** : elle a une mission d’instruction de la population. Elle permet alors à chacun de s’approprier des éléments essentiels pour permettre sa future intégration sociale. Plus de 12 millions d’enfants fréquentent aujourd’hui les bancs de l’école – de la maternelle au lycée – et apprennent des connaissances définies par les programmes officiels de l’Éducation Nationale, qu’il s’agisse d’histoire, de géographie, de mathématiques, de sciences ou de littérature.

Au-delà de la transmission de savoirs, l’École transmet également **des compétences, des savoir-faire et des savoir-être** qui facilitent l’intégration de chacun ainsi que son insertion professionnelle : rédiger, argumenter, trouver et analyser une information...

Article L121-4. Les enseignements scolaires et universitaires ont pour objet de dispenser les connaissances de base et les éléments d’une culture générale incluant les données scientifiques et techniques, de préparer à une qualification et de concourir à son perfectionnement et à son adaptation au cours de la vie professionnelle.

Article L122-1-1. La scolarité obligatoire doit garantir à chaque élève les moyens nécessaires à l’acquisition d’un socle commun de connaissances, de compétences et de culture, auquel contribue l’ensemble des enseignements dispensés au cours de la scolarité. Le socle doit permettre la poursuite d’études, la construction d’un avenir personnel et professionnel et préparer à l’exercice de la citoyenneté [...].

Code de l’éducation, 2020

## **B. L’école a également pour mission d’assurer l’égalité des chances entre tous les enfants**

### 1) L’idéal méritocratique au service de l’égalité des chances

Dès l’instauration de l’école moderne, sous la III<sup>e</sup> République, l’école assure une mission de sélection des individus et d’attribution des positions sociales. Cette mission implique que soit respectée le principe d’**égalité des chances**.

Cette notion correspond à une situation permettant à tous les individus de disposer des mêmes chances d’accès aux différentes professions et positions sociales, indépendamment de leur sexe, de leur religion, de leur origine sociale, etc. Cela suppose donc que

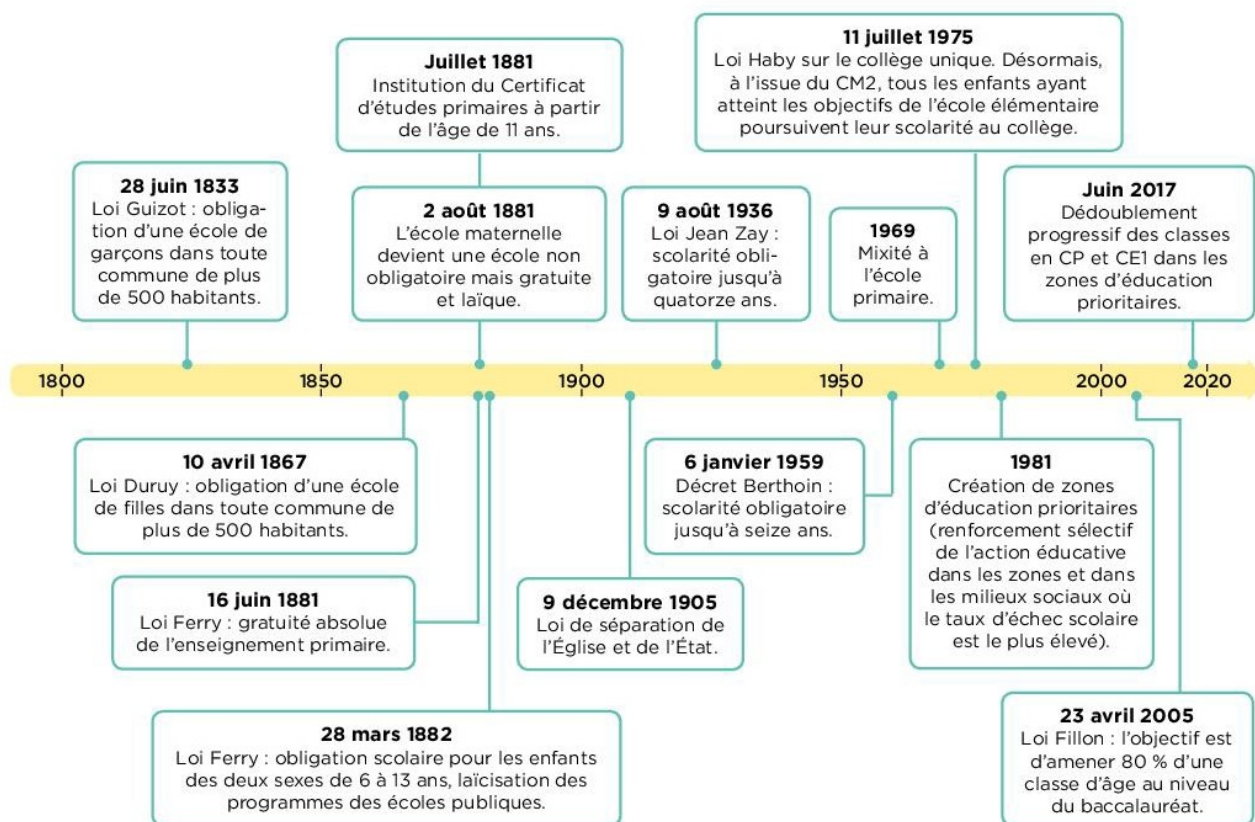
Article L111-1. L’éducation est la première priorité nationale. Le service public de l’éducation [...] contribue à l’égalité des chances et à lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière de réussite scolaire et éducative. Il reconnaît que tous les enfants partagent la capacité d’apprendre et de progresser. Il veille à la scolarisation inclusive de tous les enfants, sans aucune distinction. Il veille également à la mixité sociale des publics scolarisés au sein des établissements d’enseignement.

Code de l’éducation, 2020

le système éducatif français repose sur le principe méritocratique. La **méritocratie** désigne un système dans lequel les plus méritants obtiennent le plus d’avantages (titres, fonctions, honneurs...). Les différences de réussite ne doivent être dues qu’aux différences de performance. Chaque individu est responsable de ses résultats, qui sont les fruits de son mérite (travail, efforts, talents,...) Ainsi, dans une société démocratique, l’école est un instrument privilégié par lequel chaque individu doit pouvoir occuper la position sociale qui correspond à son mérite.

## 2) Les moyens mis en œuvre pour permettre l'égalité des chances

Pour **permettre l'égalité des chances** à l'école, l'État a progressivement allongé la durée de scolarisation obligatoire, mais a également cherché à corriger certaines inégalités vis-à-vis de l'école entre certaines catégories de population. L'allongement de la scolarisation obligatoire permet de lutter contre les inégalités de parcours scolaires. En effet, on observe que les familles de milieu populaire envoient moins longtemps leurs enfants à l'école, soit pour des raisons financières, soit parce qu'elles n'en voient pas l'intérêt. Les choix d'orientation sont donc différents, et les enfants de milieux populaires font des études plus courtes et plus rapidement professionnalisantes que les enfants issus de milieux favorisés. Plus on allonge la durée de scolarisation obligatoire, plus le nombre d'enfants issus de milieux sociaux populaires ont de chances d'être diplômés. Ainsi, l'âge de la scolarité obligatoire est-il passé à 14 ans en 1936, puis 16 ans en 1959. De même, en 1975 est créé le collège unique (loi Haby) : le collège n'est plus la préparation au lycée pour une minorité d'élèves, mais un passage obligé pour tous les enfants en ayant les capacités.



Source : D'après [www.vie-publique.fr](http://www.vie-publique.fr), « Vers l'enseignement primaire public, laïque et obligatoire », 21 mars 2018.

Par ailleurs, l'école cherche à **lutter contre certaines inégalités entre élèves**. C'est à cet objectif que répondent les lois de 1981 instaurant des « zones d'éducation prioritaires » ou celle de 2017 instaurant le dédoublement progressif des classes de CP et CE1 dans les zones d'éducation prioritaires. Ces zones d'éducation prioritaires correspondent à des territoires où la population est en grande partie composée de catégories où l'échec scolaire est important (ouvriers et employés non qualifiés, personnes issues de l'immigration, revenus faibles...). Il s'agit, dans les établissements scolaires de ces zones géographiques, de mobiliser davantage de moyens (humains et matériels) afin de corriger les handicaps sociaux, économiques et culturels que connaissent les élèves issus de ces zones. C'est un principe de **discrimination positive** : donner plus à ceux qui partent avec moins, afin de garantir une réelle égalité des chances dans la compétition scolaire et sociale. On retrouve

également cette volonté de lutter contre les inégalités sociales à l'école avec des dispositifs visant à encourager les enfants issus de milieux populaires à poursuivre des études supérieures longues : les entretiens de l'excellence, les cordées de la réussite... Le système de bourse s'inscrit dans la même logique : il a pour but de faire en sorte que l'école ne soit pas un coût financier insupportable pour les familles aux revenus modestes. Plus récemment on voit apparaître une volonté de garantir une égalité des chances entre filles et garçons, du fait de différences persistantes dans l'orientation : il s'agit de pousser les filles vers les filières scientifiques et vers les filières d'excellence (classe préparatoire, grandes écoles...) où elles sont moins représentées.

## **II – L'école s'est-elle réellement démocratisée ?**

### **A. La massification scolaire s'est accompagnée d'une certaine démocratisation**

#### **1) Une massification de l'école au cours des Trente Glorieuses**

Pour jouer pleinement son rôle, et en particulier celui de sélectionner les élites sur la base du mérite, l'école doit être accessible au plus grand nombre. La seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle est marquée par un phénomène de **massification scolaire** sans précédent. L'État investit dans le système scolaire, construit de nouveaux établissements et embauche de nouveaux personnels, le nombre d'enfants scolarisés augmente très fortement, d'abord au collège, puis, à partir des années 1980 au lycée et dans l'enseignement supérieur.

Pour mesurer cette massification, on peut s'appuyer sur différents indicateurs. Le nombre d'élèves scolarisés n'a cessé d'augmenter. Les **taux de scolarisation** ont également augmenté. Le taux de scolarisation permet de mesurer la proportion de personnes scolarisées dans une catégorie. Enfin, on peut aussi s'appuyer sur **le taux d'accès à un diplôme**, c'est-à-dire sur la proportion de personnes ayant obtenu un diplôme dans une catégorie de population.

Activités 2,  
3, 4 et 5

On peut ainsi montrer que le taux d'accès au baccalauréat a fortement progressé à mesure que les effectifs des lycées augmentaient : aujourd'hui, un peu plus de 80 % d'une classe d'âge obtient son baccalauréat. Le mot d'ordre de « 80 % d'une génération au bac », lancé en 1985 comme objectif de l'enseignement secondaire, entraîne une croissance rapide du nombre de lycéens et de bacheliers dans la décennie qui suit (c'est la « seconde explosion scolaire »). Le diplôme du baccalauréat était autrefois réservé à une élite. Jusqu'au début des années 1950, moins de 5 % des élèves d'une classe d'âge accède au baccalauréat. Cette proportion passe de près de 20 % en 1985 à environ un tiers à partir de 1993, proportion qui restera stable jusqu'en 2010. La loi programme sur les enseignements technologiques et professionnels de 1985 crée en outre le baccalauréat professionnel, qui s'impose rapidement. En 1997, soit dix ans après la première délivrance de baccalauréat professionnel, près de 10 % d'une génération est titulaire de ce diplôme. Parallèlement, le nombre de baccalauréats technologiques augmente également et atteint son maximum historique en 2000 : les bacheliers technologiques représentent alors 18,5 % d'une génération. La proportion de bacheliers dans une génération, toutes filières confondues, passe ainsi de 29,4 % en 1985 à 62,8 % en 2000.

Doc 2 p. 188

#### **2) Une massification qui s'est accompagnée d'une démocratisation**

Cette massification scolaire a permis une démocratisation. La **démocratisation** suppose que les inégalités entre les groupes sociaux à l'école diminuent, notamment que l'origine sociale ait moins d'influence sur le niveau de diplôme atteint.

On observe en effet que ce sont les **enfants issus de milieux populaires** qui profitent de la massification de l'école : l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur était jusque dans les années 1960 réservé aux classes favorisées et à quelques « élus » particulièrement méritants. Avec le collège unique, puis avec la création des bacs professionnels et technologiques, les enfants d'ouvriers et d'employés poursuivent leurs études jusqu'au lycée, et gagnent les bancs de l'enseignement supérieur.

La massification profite également assez largement aux **filles**, qui investissent avec succès le système scolaire. Aujourd'hui, on peut observer que, globalement, les filles réussissent mieux à l'école que les garçons. Elles redoublent moins souvent, obtiennent davantage leur baccalauréat, et l'obtiennent plus souvent avec mention, elles sont plus nombreuses à obtenir leur bac que les garçons (84 % des filles d'une génération ont leur bac en 2017, contre 74 % des garçons), elles ont un niveau moyen de diplôme plus élevé.

#### Ressources :

- « Filles et garçons sur le chemin de l'égalité, de l'école à l'enseignement supérieur 2019 », Ministère de l'Éducation Nationale, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), mars 2019, <https://bit.ly/3qR40Va>

## B. Toutefois, la démocratisation scolaire reste inachevée

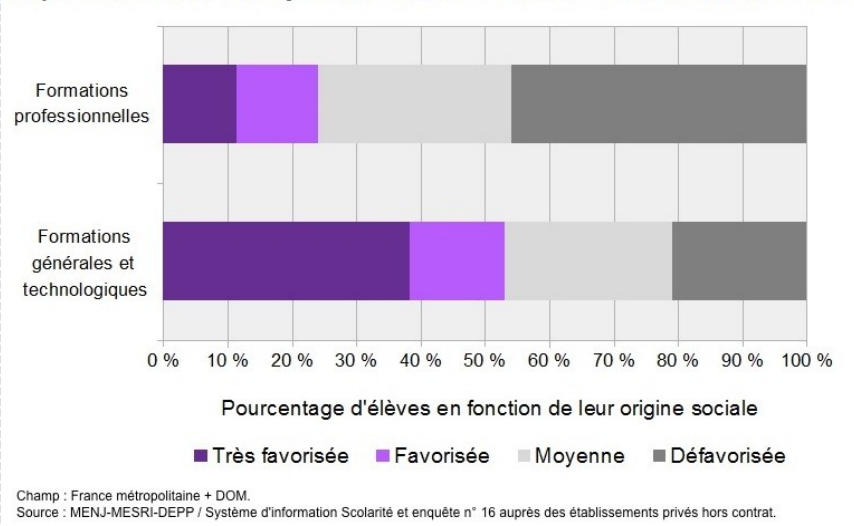
Le phénomène de massification qu'a connu l'école au cours des Trente Glorieuses s'est accompagné d'une démocratisation qui n'est que partielle.

La progression de la scolarisation s'accompagne d'**inégalités scolaires persistantes**, selon le genre ou l'origine sociale. Tout se passe comme si la démocratisation scolaire avait maintenu les écarts entre les meilleurs et les moins performants scolairement. L'égalisation des chances scolaires qu'impliquerait une réelle démocratisation n'est pas atteinte car l'accès aux études reste dépendant de variables telles que le milieu social, le sexe, l'origine nationale, ethnique ou géographique. On peut parler de « **démocratisation ségrégative** » pour qualifier le processus de démocratisation qu'a connu le système scolaire français depuis les années 1960 : l'accès aux différentes filières est très inégal en fonction de l'origine sociale des élèves, les filières les plus prestigieuses restant réservées aux catégories les plus favorisées. Selon l'enquête PISA qui évalue les systèmes éducatifs des différents pays dans le monde tous les trois ans, en étudiant les élèves âgés de 15 ans, l'école française fait d'ailleurs partie des plus inégalitaires au monde. Elle produit une minorité d'excellents élèves, mais au prix de la production d'un échec scolaire très élevé.

On observe des inégalités **en fonction de l'origine sociale**. Par le jeu des filières (professionnelle, technologique ou générale), par le jeu des spécialités en filière générale, et par le jeu du type de formation de l'enseignement supérieur, les enfants issus de milieux favorisés continuent de se démarquer des enfants issus de milieux populaires. Par exemple, les enfants d'ouvriers représentent 18 % des élèves au collège, mais seulement 12 % des étudiants dans le supérieur. Leur proportion est par ailleurs 3,3 fois plus importante en classe de BTS qu'en classe préparatoire aux écoles d'ingénieur (24 % des élèves inscrits en STS sont des enfants d'ouvriers, contre 8 % seulement des élèves inscrits en classe prépa en 2016-2017). Les enfants des classes populaires ont en moyenne des performances moins élevées que celles des enfants des classes favorisées (évaluations de compétences, taux de réussite aux examens), une durée de scolarisation plus courte, ou fréquentent les filières moins valorisées socialement.

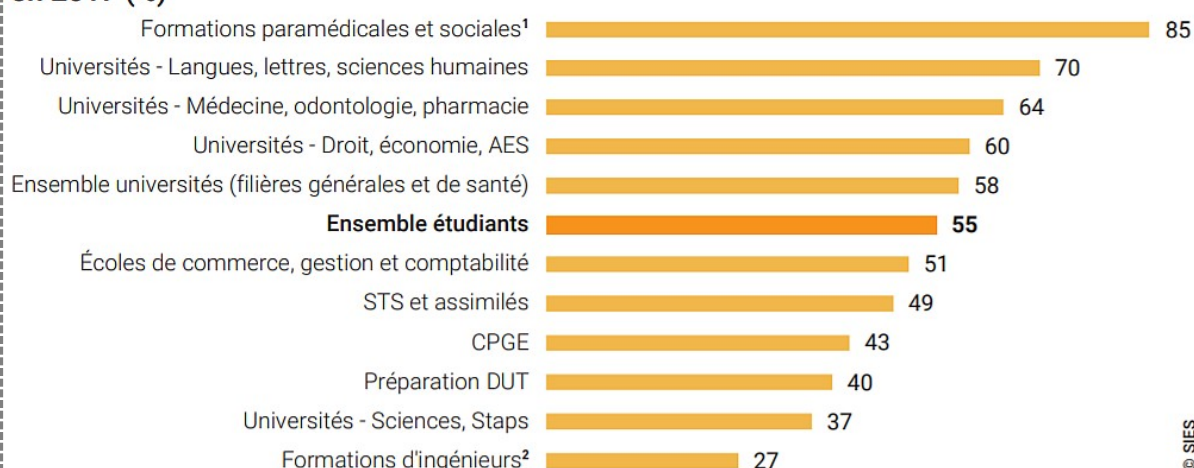
Au fur et à mesure que l'on avance dans le système éducatif, la part des enfants de classe populaire diminue au profit de celle des enfants de classe supérieure, par un effet d'élimination des enfants issus de milieu populaire. Cette élimination se fait soit par l'échec scolaire (les enfants de classe populaire sont majoritaires parmi les élèves qui abandonnent leurs études) soit par des choix différents d'orientation (les enfants de milieu populaire sont majoritaires dans les filières d'études courtes, au lycée comme dans l'enseignement supérieur).

**Répartition sociale des lycéens en fonction de leur filière à la rentrée 2018**



De même, on peut observer une ségrégation de même nature **entre filles et garçons** à l'école. Que ce soit au lycée ou dans l'enseignement supérieur, les filles sont surreprésentées dans des filières littéraires, ou des filières de service ou de soin aux personnes, tandis que les garçons sont surreprésentés dans des filières scientifiques et techniques. De plus, malgré leurs meilleurs résultats scolaires, elles accèdent moins souvent aux filières les plus valorisées (spécialités scientifiques au lycée, classes préparatoires et écoles d'ingénieur dans le supérieur). Un paradoxe naît donc à l'étude de la démocratisation scolaire qu'ont connu les filles : elles y ont pleinement réussi, surpassant les garçons dans leurs résultats scolaires, mais échouant à les dépasser dans les écoles et formations les plus prestigieuses. A niveau scolaire égal, les garçons continuent d'atteindre de meilleurs diplômes et des formations plus valorisées.

**Part des femmes dans l'enseignement supérieur selon la formation ou le type d'institution en 2017 (%)**



1. Données 2016-2017.

2. Ensemble des formations d'ingénieurs (universitaires ou non), y compris formations en partenariat.

**Lecture** : en 2017, les femmes représentent 70 % des inscrits à l'université en langues, lettres et sciences humaines.

Champ : France métropolitaine + DOM.

Source : MESRI-SIES.

© SIES

Tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, vont donc bien à l'école, et de plus en plus longtemps. Mais ils ne fréquentent pas la même école...

Activité 8

### **III – Comment expliquer les inégalités à l'école ?**

Pour comprendre les inégalités scolaires, il faut chercher à expliquer par quels mécanismes les enfants sont amenés à la fois à réussir plus ou moins bien leur scolarité, mais aussi à faire des choix d'orientation différents. Plusieurs facteurs interviennent qui influencent les trajectoires individuelles de formation : la famille est un élément prépondérant, mais le système scolaire lui-même et le genre des élèves ont également un rôle important.

#### **A. La famille joue un rôle important dans l'existence d'inégalités scolaires**

Dans les années 1960-1970, deux sociologues, **Pierre Bourdieu** (qui travaille avec **JC Passeron**) et **Raymond Boudon**, s'opposent sur les causes de ce qu'ils appellent l'inégalité des chances à l'école. Si ces sociologues divergent pas sur le caractère subi ou choisi des différences de parcours scolaires, ils s'accordent néanmoins sur une chose : le poids déterminant de l'origine sociale (de la famille) dans la réussite scolaire.

##### **1) Un capital culturel et des investissements familiaux inégaux à l'origine d'inégalités scolaires**



###### **● Rappel : l'analyse de la stratification de Bourdieu**

Doc 3 p. 191

Selon Bourdieu, la position sociale d'un individu est définie par le volume et la nature des capitaux possédés. Il distingue 3 grands types de capital : le **capital économique** (le revenu et le patrimoine), le **capital social** (le réseau de relations que l'on peut activer en fonction de ses besoins) et le **capital culturel**, qui correspond à l'ensemble des ressources culturelles dont dispose un individu. Ce capital est composé à la fois de connaissances (la culture « savante ») et de dispositions, de savoir-faire et de savoir-être (le niveau de langue, la capacité à s'exprimer à l'oral, le goût pour la lecture, pour la découverte de nouvelles connaissances, la maîtrise de l'ironie ou du 2<sup>nd</sup> degré...). Le capital culturel joue un rôle essentiel dans la hiérarchisation des groupes sociaux : la position des catégories dominantes est liée à (et se justifie par) la maîtrise de codes sociaux propres à leur classe (le langage soutenu, la culture classique...). Comme tout capital, le capital culturel se transmet au sein de la famille au fil des générations, tout comme le capital économique et le capital social : certains enfants « héritent » donc d'un capital culturel plus important que d'autres. Le capital économique et le capital social dont bénéficient les enfants sont également des atouts dans leur réussite scolaire.

###### **● Pour Bourdieu et Passeron, les capitaux transmis par la famille expliquent l'inégalité des chances à l'école**

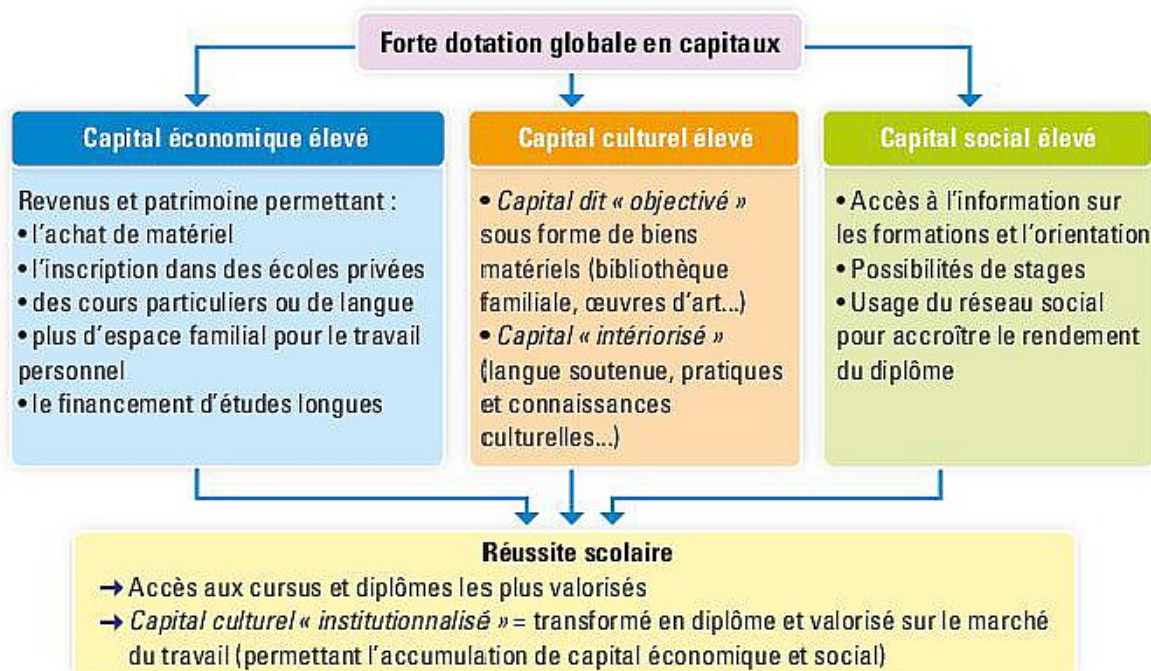
###### **Ressources :**

-  « Le rôle du capital culturel dans la réussite scolaire », P. Bourdieu, <https://bit.ly/34j7TIG>
-  Bernard Lahire, « Inégalités dès l'enfance : la lecture, Claude Ponti et l'ironie », France Culture, <https://bit.ly/39LWULJ>

Alors même qu'elle se veut « indifférente aux différences » (c'est-à-dire qu'elle affirme traiter de manière équivalente tous les enfants, quelque soit leur milieu d'origine), l'École valorise fortement les aptitudes et les dispositions propres aux classes domi-

Activité 10

nantes : goût du savoir, maîtrise du langage, contrôle des corps... Par ses attentes, l'école facilite donc la réussite des « **héritiers** », c'est-à-dire des enfants issus des milieux sociaux favorisés, qui baignent au sein de leur famille dans une culture très proche de la culture scolaire. Les enfants issus des classes dominantes connaissent alors une trajectoire scolaire favorable. Inversement, les enfants issus de milieux populaires, dont la culture familiale est souvent très éloignée de la culture scolaire, sont moins avantagés, et connaissent des trajectoires scolaires plus courtes et moins réussies. Par ailleurs, dans les familles aisées, les revenus et le patrimoine peuvent faciliter la réussite scolaire et influencer les choix d'orientation : les conditions de logement et de travail sont favorables (chambre individuelle, ressources en livres, en outils de travail, abonnements à des revues...) et la poursuite d'études n'est pas un problème sur le plan financier. De même, le capital social peut permettre de faire les meilleurs choix en termes d'orientation (choix dans les spécialités au lycée, connaissances des meilleurs cursus pour obtenir un diplôme, possibilité de faire des stages pour améliorer son dossier parcoursup...).

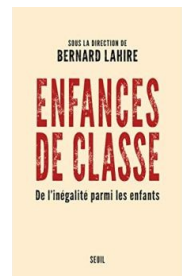


D'après les analyses de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers*, 1964.

NB : Pour Bourdieu, l'école remplit une fonction essentielle, mais cachée et plus ou moins inconsciente. Elle sert à **reproduire et surtout à légitimer les inégalités**. En effet, les enfants issus des catégories dominantes réussissent mieux à l'école car ils sont des « héritiers », tandis que les élèves issus de milieux populaires rencontrent plus de difficultés. Les enfants venant de milieux favorisés ont donc un niveau de diplôme plus élevé, et pourront ainsi atteindre des positions sociales supérieures à celles des enfants issus de milieux populaires, dont le niveau de diplôme est moindre. L'école reproduit donc les positions sociales de génération en génération. De plus, comme elle affirme fonctionner sur le principe de la méritocratie, elle contribue à légitimer les inégalités. En effet, les « héritiers » transforment leur héritage familial en mérite personnel, puisqu'ils obtiennent des diplômes, attribués à leurs efforts et leurs talents personnels. Inversement, l'absence d'héritage chez les enfants issus de milieux défavorisés se transforme en manque de mérite personnel, puisque leur réussite scolaire est moins bonne. De ce fait, l'école constitue un rouage essentiel de

la domination et exerce une violence symbolique sur les enfants des milieux populaires, qui intériorisent leur propre infériorité.

Des enquêtes sociologiques récentes confirment les effets puissants de la socialisation sur la réussite scolaire. L'enquête coordonnée par **Bernard Lahire** en 2019 auprès d'enfants de 5 ans montre comment dès le plus jeune âge les effets de la classe sociale se font ressentir. Les enfants des classes supérieures pratiquent davantage de sorties culturelles, sont bien davantage exposés à la lecture, et sont incités à développer à rapport réflexif au langage, via l'emploi fréquent de l'ironie ou des jeux de mots. Le style d'autorité parentale pratiquée (explication et négociation des règles), le rapport à l'organisation du temps, à la compétition et au développement de l'esprit critique ou l'autonomie, résonnent avec celui de l'école et favorisent leur réussite scolaire.



### ● L'investissement des familles peut également permettre des « réussites scolaires paradoxales »

Les **investissements familiaux** désignent toutes les ressources mises en œuvre par la famille pour favoriser la réussite scolaire de l'enfant. Ces ressources sont de nature variée. Il peut s'agir de dépenses financières, comme des achats de matériels (ordinateur), le financement de cours particuliers, mais aussi le fait que chaque enfant dispose de sa propre chambre. Il s'agit également de l'implication dans les activités scolaires de l'enfant : aide aux devoirs, prise de rendez-vous avec les enseignants et les conseillers d'orientation. De façon plus globale, la famille peut manifester de l'intérêt pour la lecture, les sorties culturelles (théâtre, cinéma...) et des activités extrascolaires (pratique d'un instrument de musique). Elle peut aussi transmettre des valeurs comme le mérite et l'esprit de compétition, la volonté de toujours se dépasser et donner le meilleur de soi, ou encore la curiosité intellectuelle et la volonté de savoir et de comprendre. Enfin, la famille procure à l'enfant un soutien affectif et des encouragements, qui peuvent être propices au développement de la confiance en soi nécessaire à la réussite scolaire.

Les investissements familiaux peuvent venir renforcer les inégalités déjà existantes. En effet, les parents de milieu aisé grâce à leur capital économique dense (niveaux de revenus et de patrimoine élevés) peuvent permettre à leurs enfants d'avoir accès à des cours particuliers, des séjours linguistiques, des activités extrascolaires valorisées à l'école et peuvent plus facilement dégager du temps dans le suivi scolaire de leurs enfants. A contrario, les parents de milieu populaire ayant un capital économique plus restreint et moins de temps pour l'accompagnement dans l'aide aux devoirs ont plus de difficultés à favoriser la réussite scolaire de leurs enfants. De même, les inégalités de capital culturel sont à l'origine de différences d'attitudes vis-à-vis de l'école et de l'apprentissage, qui favorisent plutôt les enfants issus de milieux favorisés. Les ressources mobilisées par la famille vont alors accentuer les inégalités déjà existantes et renforcer les destins scolaires.

Pour autant, les investissements familiaux peuvent aussi expliquer l'existence de trajectoires individuelles improbables (cf. programme de 1ère) et des réussites paradoxales du fait de la forte mobilisation des familles. Ainsi, malgré des capitaux économique et culturel plus faibles, certains enfants connaissent une réussite scolaire grâce à l'investissement des parents dans leur scolarité. Par exemple dans les familles d'immigrés, la volonté de s'intégrer et de voir ses enfants connaître un meilleur sort que le sien pousse les parents à valoriser fortement l'école et à transmettre à leurs enfants des aspirations à la mobilité. Les enfants issus de l'immigration réussissent mieux leurs études, toute chose égale par ailleurs, que les enfants non issus de l'immigration.

Activité 11

Activité 12

## 2) Les stratégies des ménages renforcent les inégalités scolaires

Les **stratégies familiales** en matière d'éducation peuvent être définies comme l'ensemble des actions ou attitudes des membres d'une famille, coordonnées dans le but de faire réussir leurs enfants.

### ● Pour Boudon, les familles vont des choix vis-à-vis de l'école qui expliquent les différences de réussite et de parcours

Partant du même constat que Bourdieu et Passeron, **Boudon** va développer une tout autre analyse. Selon lui, ce sont les familles et leurs décisions qui expliquent les inégalités de parcours et de réussite en fonction du milieu social. À chaque palier d'orientation, les familles effectuent **un calcul coûts/bénéfices** pour savoir si leurs enfants ont intérêt à poursuivre leurs études ou à chercher à entrer dans la vie active. Or ces choix sont influencés par le milieu social des parents. Que ce soit la perception des avantages et des risques d'une poursuite d'étude ou le coût qu'elle représente, le calcul est différent selon qu'une famille appartient à un milieu modeste ou favorisé. Les familles appartenant aux catégories populaires ont tendance à ne pas bien percevoir les avantages d'une poursuite d'étude longue, à surestimer les risques d'échec de leurs enfants. De plus, le coût de telles études peut être difficile voire impossible à assumer. Inversement, dans les milieux favorisés, le coût des études n'est pas un obstacle aussi important, et la meilleure connaissance du système scolaire leur permet de bien percevoir les bénéfices retirés d'une poursuite d'étude. En conséquence, on observe des différences importantes dans les choix d'orientation pour un enfant, à résultats scolaires équivalents selon qu'il est fils de cadre ou fils d'ouvrier.

Activité 13

### ● Les ménages mettent également en place des stratégies résidentielles qui expliquent certaines inégalités


Il existe en France une « **carte scolaire** », c'est-à-dire un dispositif d'affectation géographique des élèves, qui doivent en principe s'inscrire dans un établissement proche de leur domicile. Cette carte scolaire est construite de façon à permettre une certaine mixité dans les établissements scolaires, et limiter la concentration des bons élèves dans certains établissements et des plus en difficulté dans d'autres. Pourtant, les familles les plus dotées en capitaux sont en mesure de mettre en place des **stratégies de contournement de cette carte scolaire**. Cela passe par exemple par une stratégie résidentielle, c'est-à-dire de choix d'un logement situé dans le secteur de l'établissement voulu. Cette stratégie nécessite la plupart du temps un capital économique élevé, les établissements réputés étant souvent situés dans des quartiers où le logement est onéreux. Elle peut aussi passer par une stratégie d'inscription dans un établissement privé, qui a, là aussi, un coût, et est plus souvent le fait des catégories très favorisées disposant d'un capital économique important. Enfin, il peut exister une stratégie de demande de dérogation à la carte scolaire, mise en œuvre là aussi le plus souvent par des catégories au capital culturel et social élevé (il faut connaître les motifs susceptibles de recevoir une réponse favorable ou avoir des relations au sein de l'Éducation nationale qui pourront donner des conseils utiles) : choix d'options ou de langues rares permettant d'éviter l'établissement de rattachement par exemple...

Activité 14

Les stratégies des ménages pour éviter certains établissements scolaires se traduisent par le fait que la **ségrégation sociale et spatiale** débouche une **ségrégation scolaire**. Dans une même ville, aux côtés d'établissement connaissant une certaine mixité sociale, d'autres concentrent soit des élèves favorisés, soit des élèves défavorisés, ce qui accroît les inégalités sociales d'apprentissage et de réussite scolaire. Ces stratégies ont des répercussions néfastes sur les familles de catégories défavorisées : le niveau des classes dans lesquelles leurs enfants sont scolarisés est moins élevé, leurs enfants sont moins stimulés et leur horizon se réduit. C'est leur réussite scolaire et leur parcours scolaire qui sont pénalisés, ce que rejaillit sur leur position sociale future (moins bonne mobilité sociale). À l'école, ce sentiment d'une école à deux vitesses entretient un sentiment de défiance vis-à-vis de l'institution et participe à la détérioration du climat scolaire dans les établissements les moins favorisés. La baisse du niveau global des classes dans les établissements peu favorisés a par ailleurs un impact négatif sur la réussite de l'ensemble des élèves, les bons comme les élèves plus faibles. Enfin, la faible mixité sociale fragilise le lien social et la cohésion sociale. Le repli sur soi, la montée de certaines formes de communautarisme, la recherche de l'entre-soi sont autant de symptômes de cette fragilisation du « vivre ensemble ».

Activité 15

Pour aller plus loin :

-  « Les coulisses de la carte scolaire », Envoyé spécial, France 2, 14 avril 2011, <https://tinyurl.com/yb455p9t>

## **B. Mais d'autres facteurs impactent les trajectoires individuelles de formation**

La famille explique une grande partie des inégalités sociales à l'école. Mais elle n'est pas la seule explication des différences de réussite et de parcours entre enfants. L'École elle-même est source d'inégalités, et les stéréotypes de genre également.

### 1) La socialisation différenciée selon le genre aboutit à des inégalités en matière de réussite et d'orientation professionnelle entre filles et garçons

La réussite scolaire des filles jusqu'au lycée s'explique en grande partie par les valeurs et normes différenciées qu'intériorisent les filles et les garçons. Des l'enfance, l'entourage sollicite davantage les petites filles sur le développement du langage (et les garçons pour le comportement moteur), le respect des règles et des attitudes de sérieux et de travail (compétences que les garçons sont moins incités à respecter), facteurs essentiels à la réussite scolaire. Les garçons vont eux être influencés par une culture masculine et adolescente de la virilité, les poussant davantage à adopter des comportements frondeurs, rebelles vis-à-vis des institutions, en particulier scolaires. C'est notamment ce qui explique qu'au collège, plus de 8 sanctions sur 10 sont prononcées contre des garçons.



De plus, l'orientation différenciée provient de la division sexuée du travail, avec des métiers genrés, véhiculés par des multiples agents de socialisation (famille, pairs, école, médias, ...). Les stéréotypes de genre vont aboutir à l'incorporation de goûts et de dispositions différenciées à l'origine de choix d'orientation eux-mêmes genrés. Le développement de l'esprit de coopération pour les filles et de l'esprit de compétition pour les garçons (dès l'attribution des jouets dans l'enfance) explique aussi que les garçons demandent plus souvent à intégrer des filières prestigieuses de l'enseignement.

## 2) L'institution scolaire elle-même produit des inégalités scolaires

Les différences de socialisation sont renforcées par l'institution scolaire elle-même. L'École ne traite pas de la même manière les filles et les garçons et renforce les **inégalités de genre**. Le personnel enseignant, encadrant et d'orientation renforce ces inégalités par l'incorporation des stéréotypes de genre, qui vont par exemple pousser les enseignants de science et de mathématiques à émettre un avis différent sur l'orientation des élèves en filières scientifique selon leur sexe : à résultat scolaire identique, ils poussent davantage les garçons que les filles à poursuivre ces études alors que les enseignants de lettres vont davantage orienter les filles vers les études littéraires (« elles ont une fibre littéraire »...). De plus, la pratique enseignante varie enfin selon le sexe des élèves. Dans les petites classes, il est davantage demandé aux filles de rester sage, de laisser s'exprimer les garçons, d'assumer les tâches de nettoyage et de rangement de la classe. Dans l'enseignement secondaire, les enseignants installeront une fille « sage » à côté d'un garçon « turbulent » pour le calmer et l'encadrer. On valorise enfin davantage dans les classes supérieures la prise de parole, l'autonomie et la prise d'initiative, qualités masculines par excellence, ce qui va avantager les garçons pour leur orientation future dans les filières prestigieuses, les qualités des filles (sérieux, discrétion) se tournant en désavantage au fil des années.

Le fonctionnement de l'école ne crée pas les **inégalités sociales**. En revanche, on peut dire qu'elle ne lutte pas efficacement contre elles.

### Ressources :

-  Agnès Van Zanten, « Méritocratie contre discriminations », Fondapol, <https://bit.ly/2W7NemJ>
-  Vidéo Alter Eco, l'école accroît-elle les inégalités ? <https://bit.ly/3mTIMUs>

L'offre scolaire est hétérogène et l'École ne lutte pas efficacement contre les stratégies conduisant à la ségrégation scolaire. Les établissements scolaires sont différenciés, tant sur le plan des formations proposées (séries, filières ou spécialités, options facultatives, langues rares) que sur le plan des dotations en personnel (ancienneté et expérience des enseignants par exemple) ou sur le plan matériel (qualité des locaux, plus ou moins bien entretenus, plus ou moins bien équipés...). Les établissements les mieux dotés sont souvent situés en centre-ville, et accueillent de ce fait une population scolaire plus favorisée. Les conditions de travail y sont plus favorables à la réussite des élèves. À l'inverse, dans les quartiers périphériques des grandes villes, ou dans les villes de banlieue, ou encore en milieu rural, les établissements sont moins dotés humainement et matériellement et accueillent des élèves dont une part plus importante est issue de milieux peu favorisés.

Or l'établissement d'accueil d'un élève peut avoir un impact sur sa réussite scolaire : l'ambiance dans l'établissement, la qualité des rapports entre profs et élèves, l'existence de marges d'autonomie pour les élèves... sont des facteurs qui peuvent – un peu – favoriser la réussite scolaire : on parle d'**effet-établissement**.

À l'intérieur d'un même établissement, la classe dans laquelle évolue l'élève a aussi un impact sur sa réussite : c'est l'**effet-classe**. Par exemple, selon les classes, le temps passé à enseigner et transmettre des savoirs est plus ou moins important, en fonction de l'importance à accorder à la discipline et au respect des règles. Par le jeu des options ou des langues, certains établissements parviennent à créer des classes « de niveau », concentrant les meilleurs élèves : allemand 1<sup>ère</sup> langue, option latin ou théâtre, section européenne... Or les études montrent que les classes homogènes en termes de niveaux sont moins profitables à la réussite des élèves, qu'ils soient bons ou moins bons. Enfin, il existe également un **effet-maître** : l'efficacité de l'enseignant, ses qualités humaines

et pédagogiques sont plus ou moins favorables à une meilleure réussite de ses élèves. Toutefois, ces effets n'expliquent pas la totalité de la réussite de l'élève.

Par ailleurs, l'École est censée valoriser le mérite des élèves. Mais en réalité, elle valorise beaucoup les éléments de la culture dominante, maîtrisés par certains élèves plus que par d'autres (voir les analyses de Bourdieu et Passeron présentées plus haut). Elle valorise également fortement les investissements parentaux (à la fois en termes d'éducation et de socialisation des enfants, mais aussi en termes de dépenses réalisées pour garantir une bonne réussite scolaire – cours particuliers, séjours linguistiques...). Enfin, sa conception du mérite est limitative : elle est basée essentiellement sur la compétition et sur les qualités individuelles. L'École ne valorise ni l'entraide ni la coopération entre élèves, ni la créativité (à laquelle elle préfère la restitution de connaissances).



Activité 16